

D'après l'étude du Conseil canadien de développement social<sup>(1)</sup>, les ensembles de logements disposent de services d'orientation comme il suit:

	Offert sur les lieux ou à titre de service spécial	Offert à la collectivité	Inexistant
Tous les ensembles	6.1%	44.5%	49.4%
Ensembles autonomes	4.1%	45.1%	50.8%

La Colombie-Britannique<sup>(2)</sup> a un programme d'orientation pour les personnes âgées. Les orienteurs sont des volontaires dont les frais personnels sont remboursés jusqu'à concurrence de \$40 par mois. Le programme qui relève du ministère de la Réadaptation et du Progrès social, existe depuis environ quatre ans; il a été bien accueilli.

L'étude intitulée «Health Care and the Non-Institutionalized Senior Citizen in Edmonton»<sup>(3)</sup> recommandait «davantage d'efforts pour établir des programmes de consultation et de visites afin d'aider les personnes âgées à surmonter leur sentiment d'angoisse et de solitude». L'étude signalait que le médecin de famille était devenu le «père confesseur» et que les services professionnels disponibles n'étaient pas utilisés au maximum.

La province de la Saskatchewan<sup>(4)</sup> projette la réorganisation de son ministère des Services sociaux, afin que les travailleurs sociaux puissent consacrer plus de temps aux services sociaux, notamment à l'orientation des personnes de tout âge. Les infirmières hygiénistes<sup>(5)</sup> ont fait 6,600 visites (soit 34 p. 100 du nombre global) à des personnes de plus de 65 ans, surtout pour faire connaître les activités de réadaptation.

Le Manitoba<sup>(6)</sup> nous a informés qu'il finance les services d'orientation offerts par l'entremise des bureaux de son ministère; il met aussi des fonds à la disposition du Age and Opportunity Centre et du Civic Senior Citizens Incorporated de Brandon pour leurs services d'orientation.

L'Ontario<sup>(7)</sup> encourage les services sociaux locaux à augmenter leurs services de consultation par le biais de lois comme la General Welfare Assistance Act, la District Welfare Assistance Act, la District Welfare Administration Boards Act et de certains autres programmes du ministère des Services sociaux et communautaires.

Une équipe de chercheurs du Conseil canadien de développement social a constaté après une enquête sur les projets de logement à l'intention des personnes âgées et financés en vertu de la loi nationale sur l'habitation, que la consultation en matière de travail social était plus accessible au Québec<sup>(8)</sup> que dans les autres provinces. Des projets de logement qui ont fait l'objet de l'enquête du Québec, 51 p. 100 prévoyaient de la consultation sociale, sur place dans 6 p. 100 des cas et ailleurs dans la collectivité dans 45 p. 100 d'entre eux. Toutefois, de la consultation sur place en ce domaine n'était prévue que dans 4 p. 100 des projets autonomes et dans 12 p. 100 des hospices et des projets mixtes.

Au Nouveau-Brunswick<sup>(9)</sup> le ministère des Services sociaux administre l'assistance sociale dans le cadre d'un programme d'ensemble alors qu'en Nouvelle-Écosse<sup>(10)</sup> la province rembourse les municipalités d'au moins 75 p. 100 des coûts de l'aide, des services et de l'administration. En Nouvelle-Écosse<sup>(11)</sup>, les services municipaux de bien-être travaillent en étroite relation avec la Division du développement social et de la réadaptation du ministère provincial du Bien-être public et bon nombre de gens sont orientés vers cette division pour y obtenir des services de consultation et de réadaptation.

A Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard<sup>(12)</sup>, la province assume l'entière responsabilité des frais d'assistance et de services à toutes les personnes dans le besoin.

#### Recommandation 78

Que la Division du bien-être social du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social établisse une division spéciale chargée de fournir des conseils techniques et les plus récents renseignements possibles sur les centres d'hébergement diurne, les services ménagers, la distribution de repas, l'orientation et tous les autres services de bien-être qui soient de la compétence du ministère.

#### SUITE DONNÉE

La Division de la recherche du bien-être social de la Direction du Bien-être de Santé et Bien-être social Canada est dotée d'une conseillère en gérontologie qui fournit, sur demande, des renseignements sur les divers services de bien-être social.

#### Recommandation 79

Que le ministère du Travail, par l'entremise de ses divisions compétentes, aide les provinces à instituer des services pour les vieillards dans des domaines comme la formation professionnelle et la réadaptation.

(1) Le Conseil canadien de développement social, «Plus qu'un gîte», 1973, pp. 130-131.  
 (2) Colombie-Britannique. Ministère de la Réadaptation et du Progrès social, Rapport annuel 1972-1973, p. N57.  
 (3) Snider, Earle L., Département de sociologie, Université de l'Alberta. Avril 1973. Projet de recherche des services médicaux: «Health Care and the Non-Institutionalized Senior Citizen in Edmonton», p. 149.  
 (4) Saskatchewan. Ministère des services sociaux. Lettre du 21 août 1973.  
 (5) Saskatchewan, Santé publique: Rapport annuel 1971-1972, p. 47.  
 (6) Manitoba. Ministère de la Santé et du développement social. Lettre du 2 décembre 1973.  
 (7) Ontario. Ministère des Services sociaux et communautaires. Lettre du 28 novembre 1973.

(8) Conseil canadien de développement social «Plus qu'un gîte», 1973, p. 127.  
 (9) Santé et Bien-être social Canada. Sécurité sociale et services de bien-être publics au Canada, 1972, p. 49.  
 (10) Ibid.  
 (11) Nouvelle-Écosse. Ministère du Bien-être public. Rapport annuel, 1971-1972, p. 34.  
 (12) Sécurité sociale et Services de bien-être publics au Canada. op. cit.